

---

## Le Midi méditerranéen : une terre d'élection pour le philhellénisme français ?

**Denys Barau**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11524>

ISSN : 1773-0201

**Éditeur**

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

**Édition imprimée**

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 181-194

ISSN : 0395-9317

**Référence électronique**

Denys Barau, « Le Midi méditerranéen : une terre d'élection pour le philhellénisme français ? », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 98 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 23 mars 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11524>

---

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2020.

© Tous droits réservés

---

# Le Midi méditerranéen : une terre d'élection pour le philhellénisme français ?

Denys Barau

---

- <sup>1</sup> Le soulèvement des Grecs en 1821 a suscité un mouvement de soutien qui a affecté presque toute l'Europe : principalement l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, la Suisse, l'Italie, la future Belgique, les pays scandinaves, et même les États-Unis. Il a revêtu des formes multiples : départ de combattants volontaires, organisation de souscriptions, publication de brochures et de poèmes, production d'images en tout genre. Des « comités grecs » se sont formés, le plus souvent dans les capitales, comme à Londres ou à Paris, à Stuttgart, Munich ou Berlin, mais aussi à Genève, à Liège, à Boston ; ils ont largement assumé l'expression publique de la mobilisation, sans jamais en monopoliser l'initiative, ni exercer un véritable contrôle sur ses manifestations<sup>1</sup>. En France, cette mobilisation s'est déployée sur tout le territoire, avec une ampleur variable. Proximité géographique, affinités culturelles : on pourrait croire qu'elle aurait trouvé dans les régions du pays proches de la Méditerranée un terrain particulièrement favorable. La réalité a été différente. On s'y est moins mobilisé au contraire que dans le reste de la France, et surtout de façon très inégale entre la partie provençale et la partie languedocienne, et même d'un département à l'autre. Dans cet ensemble déjà contrasté, le cas de Marseille apparaît singulier : elle a été le point de passage obligé des secours aux insurgés grecs, alors que, par ailleurs, leur cause rencontrait l'hostilité d'une partie importante de la population. Il nous faudra donc en un premier temps aborder séparément ces deux situations : décrire la mobilisation globale de la région, puis la situation particulière de Marseille. Nous pourrons ensuite sur cette base descriptive analyser le rôle qu'a joué dans les deux cas le rapport à la Méditerranée.

## Une mobilisation limitée et inégale

- 2 Nous pouvons nous faire une idée de la mobilisation dans les différentes régions de France, entre 1825 et 1829, moment fort du mouvement<sup>2</sup>, grâce aux listes de la souscription lancée par le comité grec de Paris<sup>3</sup> : une initiative fédératrice qui faisait appel à la forme de soutien actif la plus largement accessible. D'après ces listes l'apport du Midi méditerranéen<sup>4</sup>, du point de vue des sommes collectées, est le plus faible de tout le pays (25 514 francs) ; une faiblesse due surtout à la partie provençale, qui n'a apporté qu'un peu plus de 2 057 francs. La partie languedocienne en revanche occupe une très honorable 6<sup>e</sup> place entre la Normandie (30 000 francs) et la Gascogne (21 000)<sup>5</sup>. Ce contraste massif se retrouve à l'échelle départementale. Du côté provençal, la presque totalité de la contribution est venue du seul Vaucluse (1 929 francs), la collecte a été inexistante dans les Basses-Alpes, dérisoire dans le Var (5 francs) et un peu plus conséquente dans les Hautes-Alpes (78 francs) ; quant aux Bouches-du-Rhône, les 45 francs mentionnés ne tiennent pas compte de la souscription marseillaise dont les résultats n'ont pas été publiés : l'exception apparaît déjà. Le disparate est bien moindre, côté Languedoc : la contribution du Gard (10 201 francs) figure parmi les plus généreuses (à hauteur de celles de la Haute-Garonne ou du Bas-Rhin) ; viennent ensuite à un niveau encore assez élevé celle des Pyrénées orientales (4 557) et de l'Hérault (3 358), à un niveau un peu plus bas celle de l'Ardèche (2 455) et de l'Aveyron (2 324) ; plus modestes, celles de la Lozère (300) et de l'Aude (260) restent bien supérieures à celles de presque tous les départements provençaux. Comme partout, la collecte a été fructueuse surtout dans les villes les plus importantes : Montpellier, Nîmes, Avignon, Perpignan. Mais dans le Gard, elle a touché aussi Alès et Beaucaire ; dans l'Hérault, Sète. Elle a été plus disséminée dans les Pyrénées-Orientales, l'Aveyron ou l'Ardèche.
- 3 Quant au nombre de participants, les listes nous renseignent beaucoup moins bien : elles mentionnent des dons tantôt individuels, tantôt collectifs. Et la part des premiers est particulièrement faible pour le Languedoc, où les inscriptions individuelles correspondent à seulement 11,5 % des sommes reçues ; pour la Provence, la proportion tombe même à 2,5 %. Le chiffre de 850 souscripteurs (sur 25 000 pour l'ensemble de la France) qu'on pourrait avancer<sup>6</sup> n'indique donc qu'un ordre de grandeur, d'autant plus incertain que, sans parler de l'exception marseillaise, la plus grande partie de ces inscriptions individuelles concerne le seul département de l'Hérault (62 sur 77). De plus, contrairement à ce que l'on a pour d'autres régions, les mentions de profession ou de position sociale sont très rares. Un avocat à Nîmes, un autre à Carcassonne, un officier en retraite à Arles, un pasteur à Saint-Michel de Dèze ; à Montpellier, un professeur (de la faculté de médecine ?), à Sète un médecin, un marchand-orfèvre à Castelnaudary et le curé de Balaruc. Pareil échantillon nous en apprend peu sur l'ancrage social de la mobilisation. Certaines inscriptions collectives sont plus éclairantes : en Ardèche, 171 francs reçus du « commerce de Saint-Péray » ; le produit d'un concert donné par quelques négociants réunis à la foire de Beaucaire ; les dons substantiels des associés de la Maison Lichtenstein & Vialars à Montpellier. Autant d'indices du rôle, dans ces trois départements au moins, du monde du commerce, qui a dominé, avec celui des gens de loi, la mobilisation philhellène en province.
- 4 À propos des négociants de Beaucaire, il faut noter la circonstance de leur réunion pour la Foire de Beaucaire : tous n'étaient peut-être pas Gardois. Une autre rencontre a été l'occasion, toute fortuite celle-là, d'une collecte entre les passagers d'une barque entre

Lyon et Beaucaire encore. Plus souvent les donateurs se regroupaient sur des bases d'affinités (« quelques amis de Rivesaltes ») ou de voisinage (les habitants du Cheylard en Ardèche, d'Espalion ou de Saint-Côme dans l'Aveyron). À Arles-sur-Tech (Pyrénées Orientales), c'est une classe d'âge, la jeunesse, qui s'est mobilisée – avec une certaine ampleur : ils ont été 99 à contribuer à cette « offrande ». Jeunes, les cinq dames qui ont quêté pour les Grecs l'été 1826 à Avignon l'étaient aussi : seul cas attesté dans la région d'une de ces « quêtes des dames » qui, à Paris d'abord, puis dans une dizaine de villes de province, ont beaucoup frappé les esprits. La collecte des jeunes gens suggère une organisation traditionnelle, plutôt rurale ; la reprise de la formule de la quête des dames supposait au contraire une « société » à l'image de celle de Paris qui a fortement marqué le philhellénisme français.

- 5 Le produit de la quête d'Avignon a été confondu avec celui d'un concert, qui a pu en être le cadre. Là aussi, le modèle était parisien – le concert au Vauxhall le 28 avril 1826 pour les assiégés de Missolonghi, sorte d'apogée mondain du mouvement – celui-là plus souvent repris dans la région. Seuls l'Hérault et les Bouches-du-Rhône n'ont pas eu leur soirée musicale. Celle de Perpignan a laissé plus de traces : le 27 mai 1826, au théâtre municipal, « un grand concert vocal et instrumental » interprété par des amateurs, avec un *Chant guerrier*, écrit pour l'occasion dans le style emphatique de la poésie philhellène. Dans le péristyle du théâtre, on pouvait lire quelques vers incitant les « Français dont les beaux jours s'écoulaient dans les fêtes [à donner] un peu d'or pour acheter des armes [aux] martyrs de la croix et de la liberté »<sup>7</sup>. L'or n'a pas été refusé : les recettes de ces spectacles ont représenté la quasi-totalité de la collecte du Vaucluse, environ 60 % de celle de l'Aude, 40 % de celle de l'Ardèche, 20 % de celles du Gard et des Pyrénées Orientales. Ils permettaient aussi de donner corps et visibilité au mouvement, par un rassemblement qui a pu être d'une certaine ampleur, à en juger par les recettes. Le préfet des Pyrénées Orientales s'était d'ailleurs inquiété d'un « concert [...] annoncé, de plus, par de grandes affiches comme aux jours de spectacle extraordinaire ». Mais l'exemple parisien ne proposait pas seulement un modèle, il avait créé un précédent, et le maire de Perpignan n'avait pas « cru devoir [s'] y opposer ici, puisque celui de Paris avait eu lieu avec l'approbation, sans doute, du roi et de ses ministres »<sup>8</sup>.
- 6 Ce concert avait été donné à l'initiative d'une Société lyrique des Amis. Les mentions collectives qui nous cachent le nombre et la qualité des contributeurs nous renseignent parfois sur les organisateurs locaux de la souscription. Deux maires ardéchois par exemple ont été plus loin que celui de Perpignan : celui du Cheylard a recueilli et transmis les dons de ses administrés ; celui de Tournon semble avoir patronné, avec son collègue de Tain l'Hermitage, une soirée musicale. Comme ailleurs, les notaires ont joué un rôle actif : à Millau, dans les Pyrénées orientales, à Montpellier. Dans leur cas, ce n'était peut-être qu'un rôle technique, lié à leur compétence dans le maniement des fonds. Dans celui de la maison Lichtenstein & Vialars à Montpellier et à Sète, c'était sans doute l'expression d'une adhésion à la cause, vu les dons personnels des associés et la prolongation sur toutes les années 1826 et 1827 <sup>9</sup> d'une contribution qui a représenté plus des trois quarts de celle de l'Hérault.
- 7 Le geste militant ne fait aucun doute quand des membres de la Loge de l'Union « parcour[aie]nt la ville » de Perpignan pour quêter. Le préfet observait que « le succès suit assez souvent la demande, non sans quelque surprise de la part de celui qui donne, à raison de la manière de solliciter ces secours »<sup>10</sup>. Et en effet cette quête maçonnique, comme celle des dames, qu'on a trouvé insolite aussi, a été fructueuse, bien plus que le

concert : elle a recueilli près de la moitié de l'apport du département. Cette part monte à près des deux tiers si on y ajoute les dons faits par les Francs-Maçons en leur nom propre (la même loge de l'Union, une « loge maçonnique de Perpignan », celle des Arts de la Régularité). Une proportion qui place les Pyrénées Orientales très loin en tête des 33 départements où une participation maçonnique a été enregistrée<sup>11</sup>. La Franc-Maçonnerie a été présente aussi dans l'Hérault (loge de La Parfaite Harmonie) et dans le Vaucluse (loge de la Réunion Bienfaisante), mais de façon plus marginale.

- 8 Mieux déployée dans l'espace, la part des protestants a sans doute été plus déterminante, mais elle est moins facile à cerner. On repère bien les collectes versées au titre des communautés réformées : le temple de Chalancon ou des églises réformées de Vallon en Ardèche, les fidèles sollicités par le pasteur Laurent Combes dans la région du Collet-de-Dèze. Mais comment savoir ce qu'ont pesé, peut-être, les protestants dans la souscription du notaire de Millau ? Il ne s'agissait là, du reste, que de participations modestes (quelques centaines de francs). Elles ont été bien plus importantes là où les protestants ne se sont pas contentés de recueillir des fonds entre eux, mais ont été à l'initiative de collectes ouvertes, comme à Montpellier, celle de Lichtenstein & Vialars, et surtout celle du comité de Nîmes, la plus fructueuse de toute la région : 7 000 francs en moins d'un mois (plus du double de celle de Montpellier en deux ans). L'avis de quête avait annoncé « des visites à domicile » et signalait qu'on pouvait aussi déposer ses offrandes chez deux négociants, Ture et Roux-Carbonnel ; il rappelait la « noble compassion » excitée par les désastres de la Grèce chez « tant de citoyens de toutes les nations chrétiennes », invoquait l'humanité et la religion, sans référence confessionnelle<sup>12</sup>. Mais il avait été publié peu après que le pasteur Vincent ait prononcé dans les temples nîmois un discours intitulé *De l'union du christianisme à la civilisation grecque*. L'effet en avait été immédiat : « À peine le signal donné par quelques amis des Grecs, des hommes de toutes les opinions et de tous les cultes se sont réunis sur le terrain sacré de la charité »<sup>13</sup>. Parmi eux, comme dans les autres comités de province, avocats et commerçants étaient les plus nombreux, il y avait aussi un médecin, des propriétaires. Mais, dans un pays où les violences interconfessionnelles avaient été fréquentes, et encore tout récemment en 1815, pendant la Terreur blanche, le trait le plus marquant était de voir figurer sur une même liste des catholiques et des protestants, Charles de La Boissière, comme président, qui avait été le maire catholique de la ville entre 1816 et 1819, et Achille de Daunant, fils du maire protestant des Cent-Jours et futur député libéral<sup>14</sup>. C'était cette « sainte alliance » que saluait Paul François Dubois dans *Le Globe* : il y voyait une « occasion » offerte aux « catholiques qui jouissent de quelque influence par leurs lumières et leur fortune [de] répandre dans les classes inférieures de leur communion l'esprit de tolérance et de charité qui les anime »<sup>15</sup>. Le conflit séculaire n'en a certes pas été effacé d'un coup, et le préfet Herman, trois ans après, parlait encore de « deux peuples différents » ; il se félicitait aussi d'avoir réussi à réunir dans les salons de la préfecture ces deux groupes, également « satisfaits de voir rompre la barrière qui les avait trop longtemps séparés »<sup>16</sup>. Peut-être le souvenir du comité de 1826 n'y avait-il pas été étranger, comme un effet en retour à retardement de l'action commune en faveur des Grecs sur la vie locale.

## Le cas de Marseille

- 9 Le philhellénisme était apparu bien plus tôt à Marseille<sup>17</sup> mais sous un autre visage : celui des volontaires. La première idée, en effet, qui était venue à beaucoup, sitôt connus les événements de Grèce, avait été de partir se battre aux côtés des insurgés<sup>18</sup>. La voie terrestre, à travers les territoires autrichiens et ottomans, était exclue ; port autrichien, Trieste fut bientôt interdit ; la géographie et la politique ont vite imposé Marseille comme le lieu le plus favorable pour s'embarquer. Les volontaires allemands, de loin les plus nombreux, avaient pu bénéficier jusqu'à Lyon de l'aide d'un premier réseau de comités qui s'était constitué sur leur itinéraire en Allemagne et en Suisse. Rien de tel ne les attendait à Marseille : l'aide d'une maison de négoce franco-allemande, Sieveking & Tandon, correspondante des comités, semble avoir été assez aléatoire. Jean-Alexis-Désiré Freslon n'était sans doute pas le seul à avoir imaginé que dans ce port « les occasions d'embarquement [se] présentaient tous les jours par les nombreux bâtiments qui venaient de la Grèce pour chercher des renforts et des munitions »<sup>19</sup>. Ils n'ont trouvé que des armateurs et des capitaines marseillais peu enclins à les transporter. Certains durent attendre plusieurs mois, dans une situation précaire, partageant entre eux leurs maigres ressources ou faisant appel, sans grand succès, à la charité des habitants<sup>20</sup>. Très repérables par « l'habit et le langage », leur présence en groupes plus ou moins compacts, plutôt turbulents, dans les lieux publics, dans les cafés, était aussi discrète, notait le préfet, que « les apprêts d'un corps militaire qui passerait de cette garnison dans une autre »<sup>21</sup>. Cette situation s'est prolongée d'octobre 1821 à novembre 1822, jusqu'au départ du plus fort contingent (140, presque tous allemands), à bord du *Scipion*<sup>22</sup>. Dans ce premier épisode donc, les philhellènes n'ont séjourné à Marseille, qui n'aurait dû être qu'un lieu de passage, qu'à contrecœur et assez misérablement ; ils y ont été perçus comme une présence étrangère, subie de plus ou moins bonne grâce<sup>23</sup>.
- 10 Les événements de Grèce ont quand même rencontré plus d'écho à Marseille auprès de la petite centaine de Grecs, originaires de Chio ou de Smyrne, qui gravitaient autour d'une dizaine de maisons de commerce, créées depuis 1816, à la faveur de la suppression de la taxe sur les cargaisons étrangères<sup>24</sup> ; certains étaient affiliés à l'Hétairie<sup>25</sup>, et l'un d'eux, Nicolas Thésée, avait été un recruteur actif de combattants ; ils avaient aidé quelques volontaires qui leur étaient recommandés (en général par les Grecs de Paris), mais ceux-là seulement. C'est à eux aussi qu'un « comité des Grecs », créé à Paris, en février 1823, au sein de la Société de la morale chrétienne<sup>26</sup>, a eu l'idée de s'adresser pour connaître ceux de leurs compatriotes réfugiés en France qui souhaiteraient retourner se battre dans leur pays. Trois d'entre eux ont participé au comité formé par Antoine Roccofort, négociant aisé et ancien président du tribunal de Commerce, à la demande de son compatriote, le pasteur Camille Rostan<sup>27</sup>, pour les accueillir et organiser leur départ<sup>28</sup>. Seuls dix candidats au retour se sont proposés, mais toute la mise en œuvre du projet parisien a reposé sur les Marseillais, qui ne se sont pas cantonnés à un rôle d'exécution. Le comité a obtenu d'utiliser une partie des fonds reçus de Paris pour une aide hebdomadaire à vingt rescapés de massacres<sup>29</sup>. Cette initiative, qui a dû être inspirée par les Grecs du comité, marquait une double inflexion : Marseille devenait un lieu d'accueil ; à l'aide aux seuls combattants s'ajoutait, dans un esprit plus humanitaire, l'aide aux victimes.

- 11 Antoine Roccofort et les Grecs Michel Pétrrocchino et Théodore Racke ont participé en avril 1825 à la création d'un nouveau comité, le premier en province à se former dans le sillage de celui qui avait été fondé à Paris deux mois avant. Parmi ses vingt membres, une nette majorité de négociants (13), trois avocats, un médecin, et deux autres Grecs<sup>30</sup> : un négociant (Théodore Homère) et l'archimandrite orthodoxe Arsénios, remplacé, après son départ pour la Grèce, par un médecin, Marc-Philippe Zallony. Le comité était présidé par Toussaint-Joseph Borély, vice-président du tribunal civil ; le vice-président, Nicolas Toulouzan, était professeur d'histoire au collège royal et homme de lettres. Certains étaient francs-maçons<sup>31</sup> : Toussaint-Joseph Borély, qui affichait un libéralisme exalté, mais aussi Antoine Roccofort, qui, royaliste de 1815, évoluait vers la gauche.

Espérons que le noble exemple des membres du comité de Marseille ne sera pas perdu pour leurs concitoyens et qu'une approbation massive viendra bientôt récompenser votre persévérance et augmenter vos moyens de succès<sup>32</sup>.

- 12 Après un an d'existence, ces encouragements parisiens trahissaient une situation paradoxale : l'aide concrète apportée aux insurgés grecs par les philhellènes marseillais n'avait pas rencontré chez leurs compatriotes l'écho espéré. Ni concert, ni manifestation publique ; un appel grandiloquent à suivre l'exemple de la quête des dames adressé aux « filles des Phocéens »<sup>33</sup>, resté sans effet, semble-t-il. On ne sait pas trop ce qu'a donné l'appel à souscription bilingue lancé dès la création du comité : il y aurait eu « des quêtes dans la meilleure société et sur la voie publique »<sup>34</sup>, mais pas à domicile<sup>35</sup> ; le produit n'a pas été porté sur les listes nationales, le comité n'ayant « pas cru devoir envoyer [les] souscriptions au comité de Paris »<sup>36</sup>.
- 13 Il y avait du reste matière à dépenser sur place. Comme en 1823, une aide a été apportée pour une nouvelle vague de départ en 1825 et 1826. Des départs spontanés sur lesquels les deux comités ont eu un temps d'hésitation<sup>37</sup>, avant de mettre sur pied une véritable organisation. Ils arrivaient « du fin fond de la Russie et de la Norvège », au « bureau de navigation » établi chez Nicolas Toulouzan :
- [Ils sont] logés et nourris avec économie ; un de nous est chargé de traiter de leur passage qui coûte environ 200 francs nourriture comprise. L'autorité locale accorde les passeports ; nous leur donnons des lettres de recommandation ; ils débarquent à Milo ou à Syra où nous avons des correspondants qui les font parvenir à Methana.
- 14 On refusait les mineurs non autorisés, sans grand succès<sup>38</sup>. L'organisation devait être connue : un Nîmois priait même qu'on l'avertisse « une huitaine à l'avance du départ du premier bateau », pour s'éviter les frais de séjour<sup>39</sup>. Plus importante a été la préparation des quatre expéditions envoyées en Grèce par le comité de Paris, de septembre 1825 à juillet 1826 : des volontaires (des combattants, mais aussi des ouvriers d'artillerie), du matériel militaire (armes et munitions) ou médical pour aider à édifier une armée régulière à l'européenne. Il a fallu trouver et nolisier des bateaux, veiller aux embarquements, parfois se procurer sur place des cargaisons pas toujours licites. Plus tard, pour permettre enfin le départ longtemps attendu de l'amiral Thomas Cochrane en février 1827<sup>40</sup>, des membres du comité ont dû explorer les ports du Var en quête d'un bateau adéquat, l'acheter sous couverture d'un homme de paille et organiser un départ clandestin depuis Saint-Tropez. Dans toutes ces entreprises, « les connaissances, les relations et les habitudes commerciales »<sup>41</sup> d'Antoine Roccofort ont été décisives. Comme son prédécesseur de 1823, mais à une tout autre échelle, le comité assurait encore la mise en œuvre des projets d'un comité parisien.



- 15 Il y fallait une coordination dont nous ignorons le détail, sauf les sommes importantes confiées à Antoine Roccofort, qui paraît en avoir disposé assez librement dans un climat de confiance entre les comités. En témoigne la réception faite à Nicolas Toulouzan « considéré comme un membre du comité parisien : admis à toutes les séances, aux délibérations les plus importantes »<sup>42</sup>. Reçu aussi au comité de Genève, il a plaidé pour « des communications régulières [entre les comités] qui contribuent à donner à leurs opérations respectives plus d'ensemble et d'uniformité » et offert les services de celui de Marseille « pour les transports expéditions, correspondance avec la Grèce, services que la position de ce comité lui rend plus facile qu'à tous les autres »<sup>43</sup>. Une position que le comité faisait valoir même aux autorités grecques, avec qui il a eu quelques contacts directs<sup>44</sup>. Les relations que lui offrait aussi le réseau des Grecs de la ville en faisaient une source privilégiée d'informations, denrée rare, souvent peu fiable, mais indispensable aux comités pour mobiliser l'opinion comme pour aider les insurgés. Ces relations diversifiées et ces ressources multiples justifiaient l'image un peu emphatique des « avant-postes de la philanthropie française »<sup>45</sup> ; elles faisaient en tout cas du comité de Marseille bien plus que le simple relais provincial d'une dynamique parisienne, un acteur à part entière, indispensable, quoique de second rang.
- 16 Sur un autre terrain le philhellénisme marseillais a déployé plus d'autonomie. Dès 1825, on avait pris en charge l'éducation en Europe de quelques enfants grecs<sup>46</sup>. À Marseille (ou à Toulon) on a seulement remarqué parfois leur passage, jusqu'à ce qu'un de ses membres, Michel Petrococchino, saisisse le comité du souhait d'une femme de Chio : son mari tué dans les massacres d'avril 1822, elle et ses enfants avaient été vendus comme esclaves, puis rachetés, elle voulait que ses fils aient l'éducation qui leur avait été promise. Par le comité de Genève, contact avait été pris avec un comité d'Altenbourg, qui avait accepté de les accueillir. Sur leur itinéraire de Marseille jusqu'en Saxe, des comités ont ménagé une série d'étapes à travers la France, la Suisse et l'Allemagne, comme pour les premiers départs de volontaires<sup>47</sup>. En sens inverse : au point de départ, Marseille maintenant donnait l'impulsion. L'initiative a été reprise par une branche locale de la Société de la morale chrétienne créée, un peu après le comité grec, par Nicolas Toulouzan : elle a fait venir peu à peu à Marseille une soixantaine d'orphelins grecs, souvent rachetés de l'esclavage, pour les placer un peu partout en Europe, surtout en Suisse (en particulier à Bâle, où une école leur était réservée) et en Allemagne (notamment à Munich, aux frais du roi Louis I<sup>er</sup>). Quelques-uns ont été accueillis chez des particuliers à Marseille, à Hyères ou à Montpellier. Mais Nicolas Toulouzan, pédagogue de son état, aurait voulu créer « une institution pour élever helléniquement les jeunes Grecs qui sont en grand nombre dans cette ville »<sup>48</sup> sur le modèle de celle de Bâle ; il a tenté de collecter des fonds, obtenu l'accord du président de la Grèce, Jean Capodistria<sup>49</sup>. Le projet n'a pas abouti, mais il marquait le désir, au-delà de l'aide aux victimes, de contribuer à l'édification de la nation grecque, dès lors que l'intervention des Puissances en assurait l'indépendance<sup>50</sup>.
- 17 Rien là qui puisse désormais inquiéter des autorités dont l'attitude avait pas mal varié. Loin de s'opposer aux départs des volontaires, le gouvernement s'était presque félicité de voir « éloign[er] de Paris des individus ennemis du repos »<sup>51</sup>, mais le préfet, Christophe de Villeneuve-Bargemont, s'inquiétait du trouble à l'ordre public, ou, pire, de la masse de manœuvre que ces rassemblements offraient à la Charbonnerie<sup>52</sup>. Homme d'expérience<sup>53</sup>, il a pris quelques initiatives de contre-propagande : aide au retour des découragés sous condition de faire connaître sur leur chemin la situation à



Marseille<sup>54</sup>, publication des témoignages de volontaires qui revenaient déçus de leur expérience grecque<sup>55</sup>. Mais, passés ces premiers départs, tandis que le *Journal de la Méditerranée*, proche du gouvernement, consacrait aux événements de Grèce des articles en général bienveillants, les activités philhellènes ont été mieux tolérées. Le préfet pensait contrôler l'action du comité : les déclamations de Toussaint-Joseph Borély l'irritaient, mais il tablait sur la modération d'Antoine Roccofort et de Nicolas Toulouzan. Celui-ci, son collègue à l'Académie de Marseille et principal rédacteur de la *Statistique du département des Bouches-du-Rhône* publiée sous son nom, le tenait d'ailleurs informé de ce qui se disait au comité<sup>56</sup>. Avec l'accord tacite du ministère, il a fermé les yeux sur les cargaisons illégales d'armes et de munitions ; un subterfuge avait suffi pour tromper la surveillance autour du départ de Cochrane. À propos des frégates en construction pour Méhémet-Ali, qui indignaient toute la France philhellène<sup>57</sup>, il a aussi été très modéré : sceptique sur le sérieux d'une tentative d'incendie, il avait opposé au soupçon d'un projet d'enlèvement de ces bâtiments prêté à Borély et Roccofort sa certitude que le second au moins, vu « son caractère bien connu [n'était] absolument pour rien dans cette machination »<sup>58</sup>. La crainte pour ces frégates avait motivé des mesures de sécurité contre une goélette grecque, armée de canons, *Le Spartiate*, qui s'était présentée dans la rade fin mars 1826. Jusqu'à son départ fin mai, deux mois de tension avaient suivi, l'affaire prenant une dimension nationale : les philhellènes s'indignaient qu'on interdise l'accès du port aux passagers, la chambre de commerce s'inquiétait des actes de piraterie que ce navire pourrait commettre à sa sortie du port<sup>59</sup>.

- 18 La piraterie n'était qu'un des griefs de la chambre de commerce. Son hostilité aux Grecs était née bien avant le soulèvement quand leur flotte, développée sous pavillon russe depuis 1774<sup>60</sup>, s'était emparée, à la faveur de la Révolution et du blocus continental, du commerce du Levant, base de la prospérité marseillaise, et dont dépendaient aussi des industries régionales comme les draperies de l'Hérault et de l'Aude. Au retour de la liberté des mers la flotte de Marseille n'était plus à même d'en reprendre le contrôle. D'autant que l'abolition de la taxe sur les cargaisons étrangères en 1816 favorisait une concurrence portée par des entreprises grecques installées dans la ville. Quant aux effets immédiats de l'insurrection de 1821, le préfet en avait bien saisi l'ambivalence : d'une part les craintes inspirées par le spectacle de « ces malheureuses contrées livrées à toutes les fureurs du fanatisme religieux et politique », et d'autre part le fait qu'« en transformant leurs navires marchands en navires de guerre, les Grecs [avaient] laissé la mer libre à nos marins »<sup>61</sup>. Seul le premier aspect a pourtant été retenu par la chambre. Ses correspondants des Échelles décrivaient le commerce stagnant, toutes les affaires suspendues à Salonique, « depuis les premiers mouvements hostiles des perfides Grecs »<sup>62</sup>. Il y avait aussi les effets collatéraux des représailles turques : à Smyrne, « un très grand nombre de nos débiteurs grecs se sont enfuis à Scio et autres îles de l'archipel ; l'argent est excessivement rare et le crédit sur la place presque anéanti »<sup>63</sup>. De ces perturbations dont souffraient leurs associés et parfois parents, les grands négociants et armateurs marseillais subissaient le contrecoup. Leurs intérêts communs dépendaient aussi de la bienveillance turque : ils la voyaient compromise par les départs de volontaires depuis Marseille ; ils ont insisté en vain pour que le gouvernement s'y oppose. Une autre difficulté vint du blocus de leurs côtes par les Grecs : les « visites » pour le faire respecter se distinguaient mal parfois d'actes de piraterie. Depuis toujours endémiques dans certains secteurs, ceux-ci se sont multipliés à partir de l'hiver 1825, avec la dégradation de la situation des insurgés. Ni les autorités

grecques, ni la Station française ne sont parvenus à enrayer le phénomène. Après de multiples protestations soutenues par deux députés, la chambre a publié en avril 1827 une pétition faisant état de 44 plaintes pour vols et violences aux personnes et réclamant des dédommagements et une protection militaire renforcée. Mais à long terme, au-delà des maux liés à la guerre, on craignait avec l'indépendance une concurrence grecque accrue. D'où « la consternation » jetée « dans la généralité de nos maisons de commerce » par la bataille de Navarin et ses « conséquences funestes (et malheureusement aussi incalculables que difficiles à prévenir) »<sup>64</sup>.

## Un rapport problématique à la Méditerranée

- 19 Dans cette tension propre à Marseille entre amis et ennemis des Grecs, le rôle de la Méditerranée à l'évidence a été décisif. Mais, de part et d'autre, on ne la comprenait pas de la même façon. Pour les philhellènes, c'était d'abord affaire de géographie : une mer à traverser pour joindre la Grèce, par où passait tout secours aux insurgés, par où transitaient toutes les informations à leur sujet. C'était aussi, dans une moindre mesure, une affaire d'histoire et de culture : ils invoquaient comme base de solidarité la fondation de la ville par les Phocéens, des « rapports de parenté, de mœurs, de langage et d'intérêts commerciaux »<sup>65</sup>. Sans trop de succès, il est vrai. Et les intérêts commerciaux étaient précisément l'argument de l'autre camp, qui voyait dans la Méditerranée un espace économique. Le transit d'hommes, d'armes et d'informations crucial pour le mouvement philhellène n'était qu'accessoire pour Marseille. Le commerce du Levant était vital. La chambre de commerce qui parlait en son nom pouvait opposer à une parenté lointaine et à des affinités prétendues la réalité présente plus tangible des dommages de la guerre des Grecs et la menace qu'ils représentaient pour l'avenir. L'expérience qu'ils avaient d'eux, dans les Échelles et même à Marseille, si contraire aux images héroïques dont s'enthousiasmaient leurs amis, ne les portait guère à la solidarité. Dans un conflit entre méditerranéens, leur préférence allait plutôt à l'autre parti. Il y avait pourtant nombre de commerçants dans le comité grec : étaient-ils étrangers au commerce du Levant, ou bien voyaient-ils ses intérêts autrement ? Toussaint-Joseph Borély parlait d'un « intérêt mal compris de nos destinées présentes et futures »<sup>66</sup>, Nicolas Toulouzan de « vrais intérêts [...] méconnus dans cette circonstance »<sup>67</sup>. Les députés du commerce de Smyrne ne leur donnaient pas tort quand ils dénonçaient le danger bien pire des concurrences anglaise et américaine<sup>68</sup>. On surestimait beaucoup dans le grand négoce marseillais la puissance future de la Grèce indépendante. Les philhellènes tombaient dans le même travers quand, inscrivant le combat des Grecs dans une Méditerranée comprise cette fois comme enjeu géopolitique, ils imaginaient la Grèce future comme le meilleur rempart à l'expansion russe<sup>69</sup>. L'Histoire n'a pas moins démenti l'espérance des uns que l'inquiétude des autres.
- 20 Si l'action efficace du comité de Marseille n'a pas eu l'appui d'une mobilisation locale à la mesure de la troisième ville de France, elle était portée par un mouvement national et même européen. Mouvement auquel l'ensemble de la région a participé, sans référence particulière à leur lien commun à la Méditerranée, sauf peut-être là où l'industrie dépendait des marchés du Levant. La grande inégalité des résultats de la souscription en témoigne. Même le caractère surtout urbain de la mobilisation ne peut pas être attribué ici à la spécificité méditerranéenne. Le succès a dépendu des mêmes

forces que partout en province : les églises protestantes, la Franc-Maçonnerie, les milieux du commerce, les gens de loi. Des éléments associés ici comme partout au libéralisme, dont l'influence était certaine, bien que non mentionnée sur les listes. La composition du comité de Marseille n'y faisait pas exception : commerçants et gens de loi étaient largement majoritaires, l'influence de la maçonnerie peu douteuse, et les plus actifs, les trois « incarnateurs », selon la formule de Pierre Échinard, participaient, chacun à sa manière, du libéralisme. D'où la relative faiblesse d'ensemble par rapport au reste du pays, dans une zone de force des royalistes, en Provence surtout<sup>70</sup>. Une préférence politique, clairement manifestée en 1814-1815, qui se traduisait par une forte représentation parlementaire ultra. Mais la formule du préfet de l'Aude – « les royalistes sont devenus tièdes et les libéraux très ardents » – n'aurait pas été démentie par ses collègues de la région<sup>71</sup>. En même temps que le rapport des forces évoluait, les lignes se brouillaient. Le préfet de l'Aveyron accusait l'influence perturbatrice de la contre-opposition : « des hommes d'opinion si diverses [...] march[ant] sous la même bannière »<sup>72</sup>. Cette convergence paradoxale précisément a contribué pour beaucoup au succès du mouvement au niveau national, et dans la région à celui, exceptionnel, de la souscription de Nîmes. Elle trouvait un terrain propice dans un discours philhellène qui échappait aux clivages de la politique ordinaire : la dette de civilisation envers la Grèce antique, la défense de chrétiens persécutés par des musulmans, et même la liberté face au despotisme, la compassion pour les souffrances des victimes, l'admiration pour l'héroïsme des combattants<sup>73</sup>. Là étaient les ressorts de l'enthousiasme philhellène, ici comme ailleurs, bien plus que dans les spéculations géopolitiques de quelques auteurs, où la considération de la Méditerranée trouvait une place marginale.

---

## NOTES

1. Sur ce mouvement, William St Clair, *That Greece Might Still be Free. The Philhellenes in the War of Independence*, Londres, Open Books publishers, 2<sup>e</sup> éd., 2008 ; Denys Barau, *La cause des Grecs. Une histoire du mouvement philhellène (1821-1829)*, Paris, Honoré Champion, 2009.

2. Le mouvement a eu d'abord une grande force dans les toutes premières années (1821 et 1822), a connu ensuite une phase d'étiollement (en 1823 et 1824), puis un nouveau moment fort en 1825 et 1826, en particulier autour du soutien aux assiégés de Missolonghi, puis un déclin définitif à partir de 1827 et de l'intervention des Puissances dans le conflit. Ces différences renvoient bien sûr aux évolutions de la situation en Grèce (selon ce qu'on pouvait en savoir) – quand, par exemple, aux premiers succès de l'insurrection dans le Péloponnèse ont succédé la stagnation de la guerre contre les Turcs et les luttes de faction entre les Grecs. Mais ces variations n'ont pas affecté au même degré les différentes formes d'investissement dans la cause. Surtout elles ne se retrouvent pas de la même façon d'un pays à l'autre, en fonction, cette fois, des conjonctures politiques intérieures et de la manière dont la mobilisation philhellène s'y inscrivait. Schématiquement, on peut distinguer finalement une première phase du mouvement à dominante allemande, autour des comités de l'Allemagne rhénane, une

seconde à dominante britannique (et américaine), autour du comité de Londres, et une troisième plus largement continentale, autour des comités de Paris et de Genève. Sur les variations temporelles du mouvement, voir Allan Cunningham, « The Philhellenes, George Canning and Greek Independence », *Anglo-Ottoman Encounters in the Age of Revolution*, vol. 1, Londres-Portland, Frank Cass, 1993, p. 233-275, et Denys Barau, *La cause des Grecs...*, op. cit., p. 153-164. Et sur l'inscription dans les conjonctures politiques intérieures, voir aussi *ibid.*, p. 218-250.

3. Publiées sous forme de circulaires (CAMT, Roubaix, 44 AQ 10), puis dans les *Documents relatifs à l'état présent de la Grèce*.
4. Pour la Corse, aucune contribution n'a été enregistrée.
5. À titre comparatif, on a recueilli environ 480 000 francs à Paris, près de 50 000 en Alsace.
6. Par extrapolation de la part représentée par les dons individuels (2 757 francs pour 77 contributeurs) à l'ensemble des sommes collectées (25 514 francs).
7. Archives nationales (désormais AN), F7 6722, d. 45.
8. AN, F7 6722, d. 45, lettre du 30 mai 1826.
9. Voire 1828, si on y rattache le versement de 35 f. « pour solde » au nom d'un comité de Montpellier, jamais mentionné auparavant, ce qui suggérerait, que, par son rôle militant, cet établissement a fonctionné comme un comité.
10. Lettre du 30 mai 1826, déjà citée.
11. Devant l'Orne à 20 % et l'Aisne à 17 %. En valeur absolue, la contribution maçonnique de Perpignan, un peu moins de 4 500 francs, est loin derrière les quelques 35 000 de Lyon et de Bordeaux.
12. *Quête en faveur des Grecs : avis*, [Nîmes], 1826.
13. Jacques-Louis Samuel Vincent, *De l'union du christianisme à la civilisation grecque*, Paris, Nîmes, 1826, p. 3.
14. Proche de Guizot, il avait adhéré dès 1825 à la Société philanthropique en faveur des Grecs, dont le comité de Paris n'était, en principe, que le comité central.
15. *Le Globe*, n° 100, 12 août 1826. Ces « classes inférieures » catholiques avaient commis les violences de l'été 1815 contre les protestants. Dans *Le Constitutionnel*, le 3 août, on avait aussi salué la présence dans ce comité d'un Juif, l'avocat Adolphe Crémieux.
16. AN, F7 6769, rapport du 20 mars 1829.
17. Sur le philhellénisme à Marseille, Pierre Échinard, *Grecs et Philhellènes à Marseille de la Révolution française à l'indépendance de la Grèce*, Marseille, Institut historique de Provence, 1973.
18. Sur cet aspect, Hervé Mazurel, *Vertiges de la guerre. Byron, les philhellènes et le mirage grec*, Paris, Les Belles Lettres, 2013. Et plus généralement sur le phénomène des combattants volontaires, George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999, et Gilles Pécout, « Philhellenism in Italy : political friendship and the Italian volunteers in the mediterranean in the nineteenth century », *Journal of Modern Italian Studies*, vol. 6, n° 4, 2004, p. 405-427.
19. AN, F7 6723a, d. 10, lettre du préfet des Bouches-du-Rhône, 26 octobre 1821.
20. Bibliothèque de Genève, Ms sup 1891, fol. 44-45, lettre du pasteur Sautter à Jules Pictet, 30 novembre 1821 ; Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 1 M 547.
21. AN, F 7 6723a, d. 16, lettre du préfet des Bouches-du-Rhône, 12 janvier 1822.

22. D'après les listes conservées aux Archives nationales et aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône, un peu plus de 350 volontaires se sont embarqués entre juin 1821 et fin 1822. Pierre Échinard avance le chiffre de 450.
23. Quelques volontaires pourtant étaient originaires de la région.
24. Un autre groupe de Grecs plus nombreux s'était installé peu à peu depuis le début du siècle : d'anciens soldats ayant servi à différentes occasions dans les armées françaises ; certains sont partis comme volontaires dès juin 1821. Sur ces deux groupes, Pierre Échinard, *Grecs et Philhellènes...*, op. cit., p. 27-135.
25. Société secrète, fondée en 1814 à Odessa par des marchands grecs ; elle a joué un grand rôle dans la préparation de l'insurrection.
26. Société d'inspiration protestante, fondée en 1821. Catherine Duprat, *Usage et pratique de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social à Paris, au cours du premier XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, 1996.
27. Lettre reproduite dans le *Journal de la Société de la morale chrétienne*, n° 12, mai 1823, p. 347-350.
28. Sur les rapports souvent problématiques et fluctuants des Grecs de Marseille avec la Grèce insurgée et plus généralement sur la diversité et les conflits internes de cette « communauté », voir les analyses de Mathieu Grenet, *La fabrique communautaire. Les Grecs à Venise, Livourne et Marseille*, Rome, École française de Rome, 2016, p. 318-375.
29. Rapport d'Alphonse Mahul sur les activités du comité des Grecs, *Journal de la Société de la morale chrétienne*, n° 15, novembre 1823, p. 131-139.
30. Il y en avait eu dans le « comité des Grecs » de la Société de la Morale chrétienne et au comité de Londres, mais pas au comité de Paris.
31. Sur les rapports des Grecs de Marseille avec la Franc-Maçonnerie, Mathieu Grenet, « La loge et l'étranger : les Grecs dans la Franc-Maçonnerie marseillaise au début du XIX<sup>e</sup> siècle », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 72, 2006, p. 225-243.
32. Musée Arbaud, Aix-en-Provence, 678 A 1, Papiers T.-J. Borély, lettre du comte de Sainte-Aulaire, 22 mars 1826.
33. *Aux dames marseillaises : appel en faveur des Grecs*, Marseille, 1826.
34. Selon Pierre Échinard, *Grecs et Philhellènes...*, op. cit., p. 204.
35. Le comité mettait en garde contre de telles démarches qui ne sauraient être faites en son nom. Bib. Genève, Ms sup 1891, fol. 133-137, Procès-verbal de l'Assemblée générale des souscripteurs, 17 avril 1826.
36. *L'Ami du Bien*, n° 1, avril 1826, p. 27-28.
37. Lettre du comte de Sainte-Aulaire déjà citée.
38. Bib. Genève, Ms sup 1884, fol. 359-360, lettre à Mme Eynard, 3 décembre 1826.
39. Musée Arbaud, Aix-en-Provence, 678 A1, papiers T.-J. Borély, lettre de Nougarede, 2 novembre 1826.
40. Les comités plaçaient de grands espoirs, assez vite déçus, dans cet amiral anglais, qui avait combattu avec les révolutionnaires de l'Amérique espagnole.
41. Formules par lesquelles Toussaint-Joseph Borély lui rendait hommage, sans le nommer, dans le procès-verbal de 1826, déjà cité.
42. Discours de Toussaint-Joseph Borély à l'Assemblée générale du 17 avril 1826.
43. Bib. Genève, Ms sup 491, procès-verbal de la séance du 5 octobre 1826.
44. Lettre sans date [1826] du comité grec de Marseille au gouvernement provisoire de la Grèce (Musée Bénaki (Athènes), Archives historiques, cat. n° 10) ; une autre lettre de la Commission administrative de la Grèce à la Société philanthropique de Marseille,

- 21 novembre 1826, faisait état de lettres transmises par un envoyé du comité nommé Bonnard (Archives des Affaires étrangères, CP-Grèce-3, fol. 146-147).
45. Toussaint-Joseph Borély dans son discours du 17 avril 1826. On retrouve l'image sous la plume de Paul François Dubois, dans son article du *Globe* : « par ses communications avec le Levant, son comité [de Marseille] est pour ainsi dire l'avant-poste de tous les philhellènes du continent ».
46. Sur cet aspect du philhellénisme, voir Denys Barau, « La dimension éducative du mouvement philhellène », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> s.*, n° 39, avril 2009, p. 79-94.
47. Bib. Genève, Ms fr. 3228, fol. 99-102, lettre de T.-J. Borély au comité de Genève, 20 mai 1826 ; séances du comité de Genève, le 12 février 1827 (*id.*, Ms sup. 491) ; *Journal de la Société de la morale chrétienne*, n° 44, 1827, p. 113-118.
48. Bib. Genève, sup. Ms 491, séance du 5 octobre 1826 du comité de Genève.
49. *L'Ami du Bien*, n° 9-10, novembre 1826, p. 199-211 ; *Journal de la Société de la morale chrétienne*, n° 47, juillet 1827, p. 313-314 ; Pierre Échinard, *Greco et Philhellènes...*, *op. cit.*, p. 225-228.
50. Avec le traité de Londres en juillet 1827, la bataille de Navarin en octobre 1827, puis à partir de l'été 1828, l'expédition française en Morée.
51. AN, F7 6723 a, d. 2, lettre du directeur de la police, 12 juillet 1821,
52. Avant d'être arrêté à Toulon, le capitaine Vallé avait tenté de recruter parmi les volontaires à Marseille. Pierre Échinard, *Greco et Philhellènes...*, *op. cit.*, p. 156-158.
53. Il a occupé le poste de 1815 à sa mort en 1829.
54. Bib. Genève, Ms sup 1891, fol. 35-36.
55. *Journal de Marseille*, 7 novembre 1821 ; Wilhelm de Lefebvre, *Relation de divers faits de la guerre des Grecs*, 1822 ; Louis de Bollman, *Remarques sur l'état moral, politique et militaire de la Grèce*, 1823.
56. AN, F7 6722, d. 13.
57. L'armée égyptienne avait reconquis depuis février 1825 une grande partie du Péloponnèse et faisait peser sur l'insurrection grecque un péril mortel.
58. AN, F7 6722, d. 22. Sur les détails de cette affaire des frégates égyptiennes, voir Pierre Échinard, *Greco et Philhellènes...*, *op. cit.*, p. 210-219.
59. Sur cette affaire complexe, voir AN, F 7 6722, d. 45. Un résumé dans Pierre Échinard, *Greco et Philhellènes...*, *op. cit.*, p. 214-217.
60. Le traité de Kutchuk-Kaïnardji qui mettait fin à la guerre russo-turque plaçait les chrétiens de l'Empire ottoman sous protection russe.
61. Rapport au conseil général, 1822, cité par Pierre Échinard, *Greco et Philhellènes...*, *op. cit.*, p. 234-235.
62. Archives de la Chambre de commerce, MQ5.1/35, lettre du 3 août 1821.
63. Archives de la Chambre de commerce, MQ5.1/37, lettre du 3 mai 1821.
64. Lettre au ministre de la Marine, 13 novembre 1827, citée par Pierre Échinard, *Greco et Philhellènes...*, *op. cit.*, p. 256.
65. AN, F7 6722, d. 45, *Souscription pour l'établissement à Marseille d'une Association en faveur des Grecs*, 29 avril 1825.
66. Procès-verbal du 17 avril 1826 déjà cité.
67. *L'Ami du bien*, n° 1, avril 1826, p. 27.
68. Archives de la Chambre de commerce, MQ 5.1/37, mémoire adressé au consul de France, 22 juillet 1820.
69. Voir les écrits de l'abbé de Pradt, de Sismondi, de Chateaubriand ou de Benjamin Constant.

70. Toulon y faisait exception, mais comme dans l'ensemble du Var, la peur de la concurrence grecque a prévalu et on y considérait les Grecs comme « un peuple sans probité et sans foi ». AN, F7 6772, rapport du 1<sup>er</sup> septembre 1827.

71. AN, F7 6767, 20 juillet 1827.

72. AN, F7 6767, 11 août 1827.

73. Sur l'inscription du philhellénisme dans la conjoncture politique française, voir mon analyse dans *La Cause des Grecs...*, op. cit., p. 227-236.

---

## RÉSUMÉS

Le mouvement philhellène a présenté dans les départements du Midi méditerranéen – Provence et Languedoc – deux visages différents. Dans l'ensemble de la région, il a pris la forme d'une mobilisation de l'opinion principalement à travers une participation, très inégale d'un département à l'autre, à une souscription nationale. Elle s'est appuyée sur les mêmes couches sociales et les mêmes courants de pensée que partout ailleurs, et a dépendu des rapports de force politiques entre libéraux et royalistes, sans référence particulière au contexte méditerranéen. À Marseille au contraire son rôle a été essentiel, mais ambivalent : le port a été la base technique de multiples activités de soutien pratique aux insurgés grecs, alors qu'une partie importante de la population leur était résolument hostile au nom des intérêts menacés du commerce du Levant.

The Philhellenic movement in Southern France –Provence and Languedoc– assumed two different aspects. In most of the region, participation in the movement took the form of a financial contribution –of varying amounts depending on the districts– to a national subscription. Supporters in this region had a similar social and intellectual profile to others in the country, based on the political balance of power between Liberals and Royalists with no specific regard for the Mediterranean context. In Marseille, however, the movement's role was essential but ambivalent: the harbor provided a technical base for multiple support activities in favor of Greek rebels, whereas a large part of the city's population was resolutely hostile to the rebellion because of the possible threat it posed on Levantine trade interests.

## INDEX

**Keywords :** Philhellenic movement, Greece, Liberalism, Protestantism, Freemasonry

**Mots-clés :** Philhellénisme, Grèce, Marseille, Provence, Languedoc, Nîmes, Montpellier, Libéralisme, Protestantisme, Franc-Maçonnerie

## AUTEUR

### DENYS BARAU

Denys Barau est docteur en études politiques de l'EHESS. Actuellement à la retraite, il a été Attaché de conservation du patrimoine aux Archives départementales de la Loire.